

Arrêté temporaire N°2026-01-030

Objet : chaussée rétrécie et circulation alternée

La Maire de MONTLUEL,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R417.11;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

Considérant que l'entreprise NGE ENERGIE SOLUTIONS, demeurant 29-31 Rue des Tâches 69800 SAINT-PRIEST et représentée par Monsieur Jean-Baptiste GASTON, doit effectuer des travaux pour le compte d'ENEDIS, sis Chemin de la Maladière **01120 MONTLUEL**, et qu'il y a lieu d'assurer la sécurité publique et de réglementer la circulation.

ARRETE

ARTICLE 1 : Au droit des travaux, la chaussée sera rétrécie et la circulation des véhicules sera alternée manuellement ou par feux tricolores de chantier du 02/02 AU 07/02/2026 dans la rue suivante :

- **CHEMIN DE LA MALADIERE : à la hauteur du n°290**

Afin de faciliter le déroulement du chantier.

ARTICLE 2 : La signalisation de la présente réglementation sera mise en place par [le bénéficiaire de l'autorisation 48 heures avant le début des travaux](#), sous le contrôle de la police municipale.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié dans la Commune de MONTLUEL.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Major, commandant la brigade de gendarmerie de MONTLUEL,
- La Police Municipale,
- M. le Chef du Centre de Secours,
- Les Services Techniques de la commune,
- L'entreprise NGE ENERGIE SOLUTIONS.

Je certifie que le présent acte a été publié ou notifié selon les règlements en vigueur.

Fait à Montluel, le 23 janvier 2026.

La Maire, Anne FABIANO CONTIGLIANI

